

**Direction
départementale
de la cohésion sociale et
de la protection des
populations**



PRÉFET DE LA SAVOIE

**Service protection et
santé animales et
installations classées pour
la protection de
l'environnement**

**ARRÊTE PREFECTORAL
portant mise en demeure**

**Société TREZ FRANCE
Commune d'Aiguebelle**

LE PREFET DE LA SAVOIE

Chevalier de l'Ordre national de la Légion d'honneur,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5, R. 512-33 et R. 516-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 avril 2005 autorisant la société TREZ à exploiter une installation de valorisation de déchets zincifères ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2014 actant le transfert de l'autorisation susvisée à la société AUREA INVESTISSEMENTS ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 mars 2015 actant la nouvelle raison sociale de l'exploitant : société TREZ FRANCE ;

VU le dossier de porter à connaissance remis par l'exploitant à l'inspecteur des installations classées lors de la visite d'inspection du 30 juin 2016 ;

VU les éléments relatifs au classement des activités modifiées dans la nomenclature des installations classées, transmis par l'exploitant par courrier électronique du 25 juillet 2016 ;

VU les rapports établis par l'inspecteur des installations classées suite à ses visites des 19 mars 2015, 30 juin 2016 et 16 août 2016 ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 19 octobre 2016 annexé d'un projet d'arrêté de mise en demeure, transmis à l'exploitant par courrier du 21 octobre 2016 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté visé ci dessus ;

CONSIDERANT la modification du procédé industriel opérée en janvier 2015 par l'exploitant et visant à produire désormais du chlorure de zinc liquide et non plus de la poudre de zinc ;

CONSIDERANT que cette modification des conditions d'exploitation des installations n'a été portée à la connaissance de l'administration qu'a posteriori, en infraction aux dispositions de l'article R. 512-33 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le dossier de porter à connaissance des modifications prévu à l'article susvisé et demandé lors de la visite d'inspection du 19 mars 2015 n'a été remis que le 30 juin 2016 ;

CONSIDERANT que la demande formulée dans le rapport de la visite d'inspection du 16 août 2016 pour que le dossier précité soit transmis officiellement à M. le préfet la Savoie dans les plus brefs délais n'a pas été suivie d'effet ;

CONSIDERANT cependant que le dossier remis le 30 juin 2016 est insuffisant et qu'il ne répond pas aux attendus qui avaient été signifiés dans le rapport de la visite d'inspection du 19 mars 2015 ;

CONSIDERANT que l'insuffisance des éléments d'appréciation transmis par l'exploitant ne permet pas d'effectuer la mise à jour nécessaire de l'arrêté préfectoral d'autorisation et de ses prescriptions techniques ;

CONSIDERANT en particulier les incohérences relevées concernant les quantités maximales de déchets et de produits susceptibles d'être présentes dans l'établissement ;

CONSIDERANT en particulier que le classement des activités modifiées proposées par l'exploitant est erroné et qu'il doit être réévalué ;

CONSIDERANT qu'aucun résultat n'a été transmis par l'exploitant depuis plusieurs années concernant les analyses sur les eaux superficielles et le milieu aquatique, prévues à l'article 2.4 – page 10 - point 2 de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2005 ;

CONSIDERANT que le bilan des déchets entrants et sortants prévu à l'article 1^{er} – page 2 – point 7 de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2005 n'a pas été transmis pour les mois de juin, juillet, août et septembre 2016 ;

CONSIDERANT que certains déchets correspondant à l'ancien process sont entreposés sur le site depuis une durée supérieure à la durée maximale de 3 mois prévu à l'article 2.5 – page 13 – point 1 de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2005 ;

CONSIDERANT que la clôture de l'établissement telle que constatée lors de la visite d'inspection du 16 août 2016 n'est pas conforme aux dispositions de l'article 2.6 – page 14 – point 1 de l'arrêté du 15 avril 2005 ;

SUR proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie,

ARRÊTE

Article 1.

La société TREZ FRANCE, sise Parc d'activités de la Porte de Maurienne - 73 220 AIGUEBELLE, et qui exploite des installations de traitement de déchets dangereux à la même adresse, est mise en demeure de :

° Sous un délai d'un mois :

- transmettre les bilans matière mensuels (entrées, sorties et état des stocks) prévus à l'article 1^{er} – page 2 – point 7 de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2005, pour les mois de juin, juillet, août et septembre 2016 ;
- confirmer au moyen de bordereaux de suivi de déchets l'élimination des déchets liés à l'ancien process (boues d'hydroxydes métalliques, poussières d'aciérie, insolubles, ciments, soude usagée), afin de respecter le délai de stockage prévu à l'article 2.5 – page 13 – point 1 de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2005 ;
- transmettre les éléments attestant de la remise en conformité de la clôture avec les objectifs édictés à l'article 2.6 – page 14 – point 1 de l'arrêté du 15 avril 2005 ;

° Sous un délai de 2 mois :

- transmettre les résultats des analyses sur les eaux superficielles et le milieu aquatique prévues à l'article 2.4 – page 10 - point 2 de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2005 ;

° Sous un délai de 3 mois :

- fournir, en application des dispositions de l'article R. 512-33 du code de l'environnement, un dossier de porter à connaissance rédigé par un bureau d'études compétent et comportant l'ensemble des éléments d'appréciation figurant en annexe du présent arrêté.

Article 2.

Les délais prévus à l'article 1 du présent arrêté s'entendent à compter de sa notification.

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3. Notification

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Article 4. Délais et voie de recours

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, par l'exploitant dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté.

Article 5. Exécution

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie, monsieur le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Savoie et madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à monsieur le Maire d'Aiguebelle.

Chambéry, le **23 NOV. 2016**

Le préfet

Pour le Préfet et par délégation,
La secrétaire générale,


Juliette TRIGNAT

